

Discours du Premier ministre Shinzo ABE à l'occasion de la 68ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 septembre 2013 à New York

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je vous prie de vous joindre à moi pour féliciter Son Excellence M. John ASHE à l'occasion de son entrée en fonction en tant que Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Je tiens en premier lieu à formuler un nouvel engagement en ce qui concerne la situation en Syrie.

L'utilisation d'armes chimiques a profondément choqué et indigné le peuple japonais, dont moi-même. De telles armes ne doivent plus jamais être utilisées.

Je déclare que le Japon apportera un soutien complet et la coopération la plus large possible aux efforts de la communauté internationale visant à éradiquer les armes chimiques en Syrie.

Nous ne pouvons que nous sentir indignés alors que des civils innocents sont toujours à dénombrer parmi les victimes. Le Japon considère que l'arrêt des violences, l'ouverture d'un dialogue politique et l'amélioration des conditions humanitaires effroyables sont des questions de la plus haute urgence. En ce moment-même, le nombre de réfugiés continue d'augmenter. Pour eux, le Japon fournira une aide encore plus grande.

Nous souhaitons unir nos efforts à ceux de la communauté internationale pour tendre une main secourable aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux réfugiés ayant franchi les frontières nationales. Je suis fier du fait que des ONG et organisations bénévoles japonaises travaillent déjà jour et nuit dans ce but.

Le Japon continuera également à fournir une assistance aux zones sous le contrôle des groupes d'opposition, que l'aide de la communauté internationale peine à atteindre. Nous formerons le personnel des centres de soins et fournirons des équipements médicaux tels que des appareils radiographiques portables.

Alors qu'un hiver rigoureux se profile, la détresse des réfugiés se fait plus forte. C'est pourquoi le gouvernement japonais s'engage à verser une aide humanitaire supplémentaire d'un montant de 60 millions de dollars US à la Syrie et aux pays voisins, et qui sera disponible immédiatement.

Nous sommes déterminés à apporter une telle assistance en parallèle avec le processus de dialogue politique, notamment la conférence de Genève II, et à aller de l'avant en coopération avec la communauté internationale.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Notre nation, le Japon, et sa capitale Tokyo se sont vus accorder l'honneur d'accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2020, dans sept ans.

En réponse à cette chance prodigieuse qui nous est offerte, mon obligation première est de reconstruire une économie japonaise dynamique, et de faire du Japon une « force » dévouée au bien de la communauté internationale et sur laquelle les autres pays peuvent compter.

Je m'engage ici à faire du Japon une véritable force en faveur de la paix et de la stabilité, plus encore que par le passé car le monde est aujourd'hui confronté à des drames de plus en plus nombreux.

Le Japon, qui a sans cesse œuvré en faveur de la prospérité et de la paix à l'échelle mondiale, arborera désormais la bannière du « pacifisme actif », avec pour pierre angulaire ses résultats indéniables et l'estime qui lui a toujours été témoignée, tout en travaillant de concert avec la communauté internationale.

L'équilibre des forces mondiales connaît une mutation rapide, et les innovations technologiques ont annulé les frontières aussi bien des opportunités que des menaces d'un genre nouveau. À ce jour, aucun pays, quel qu'il soit, ne peut assurer par lui-même ses propres paix et sécurité.

C'est pourquoi le Japon s'emploie à recueillir la confiance des autres pays en tant que créateur de valeur ajoutée et contributeur net pour la paix et la stabilité régionales et mondiales.

Étant données ces circonstances, le rôle que doivent assurer les Nations Unies est d'une importance encore plus cruciale qu'auparavant. Quant au concept de « sécurité humaine » que le Japon a toujours vanté, sa signification s'en trouve désormais renforcée.

Neuf années se sont écoulées depuis la publication du rapport de la Commission sur la Sécurité Humaine, elles ont permis de multiplier les discussions et d'aboutir, en septembre 2012, à l'adoption d'une résolution sur la compréhension commune de la sécurité humaine par l'Assemblée générale des Nations Unies. Guidé par la sagesse de ses prédécesseurs, le Japon est déterminé à diffuser plus encore cette idée et à veiller à sa mise en pratique.

Je m'efforcerai d'intensifier la participation du Japon, pacifiste actif, aux mesures collectives de sécurité des Nations Unies, à commencer par les opérations de maintien de la paix. Je suis convaincu que le Japon doit continuer à former des talents aptes à contribuer aux activités de l'ONU.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Pour le Japon, dont les intérêts nationaux sont étroitement liés à la stabilité de mers ouvertes, les changements de l'ordre maritime par la force ne peuvent en aucun cas être tolérés.

Des attentes fortes se concentrent sur le Japon en ce qui concerne la protection des espaces publics, depuis l'espace et le cyberspace jusqu'aux espaces maritimes et aériens, en tant que biens communs régis par des lois et règles. Le Japon se consacrera donc à ces questions.

Ayant connu l'horreur et la dévastation causées par les bombes atomiques, le Japon n'aura de cesse d'œuvrer pour le désarmement et la non-prolifération nucléaires, jusqu'à l'élimination totale des armes nucléaires.

Le développement de programmes de missiles et d'armes nucléaires par la Corée du Nord ne saurait être toléré. Le Japon éprouve également une vive inquiétude au sujet des autres armes de destruction massive qui seraient en la possession de ce pays. Il est temps que la Corée du Nord écoute la voix unanime de la communauté internationale et initie un changement de conduite en faisant un pas réel.

Nous exigeons par ailleurs de la Corée du Nord le retour au Japon de tous les citoyens japonais enlevés, sans exception. Je suis déterminé à résoudre intégralement cette question au cours de mon mandat, et la normalisation des relations diplomatiques avec la Corée du Nord demeure impensable tant que ce problème existera.

En ce qui concerne le nucléaire iranien, le Japon attend du nouveau gouvernement à la tête de l'Iran des actions concrètes, et est prêt à poursuivre sa contribution en faveur de la résolution de cette question.

Le Japon continuera également d'apporter sa contribution à l'instauration d'un processus de paix au Moyen-Orient, région dont dépendent la prospérité et la paix du monde entier.

Enfin, fort de son expérience passée, le Japon renforcera sa coopération en faveur des pays africains qui deviendront assurément au cours du siècle le véritable moteur de la croissance. Cette collaboration repose sur la formation des ressources humaines et vise à atteindre une croissance pérenne, tout en encourageant l'appropriation du processus par les populations.

En juin dernier, le gouvernement japonais a invité les chefs d'État et de gouvernement de pays africains et les représentants d'organisations internationales à assister à la cinquième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, dite TICAD V, organisée au Japon.

À cette occasion, j'ai été tout particulièrement touché par les propos des représentants de pays africains, qui, d'une seule voix, ont exprimé leur enthousiasme vis-à-vis des investissements privés.

De fait, désormais, le flux des investissements dépasse celui de l'aide internationale en Afrique. Lors de la TICAD V, tous se sont accordés sur l'importance de mettre à profit l'aide internationale de manière stratégique afin d'en faire un véritable catalyseur pour les investissements.

Ainsi ont évolué les discussions auxquelles la TICAD a donné naissance et qu'elle a soutenues durant vingt ans. La TICAD V a été l'occasion de célébrer le chemin parcouru par l'Afrique et de rappeler à quel point son partenaire indéfectible, le Japon, l'a accompagnée vers ses rêves.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Tout en renforçant ses capacités, je suis convaincu que la diplomatie japonaise doit continuer à consacrer tous ses efforts à la résolution des défis mondiaux.

Quand je dis « consacrer tous ses efforts », cela signifie que ce sont les efforts pleinement engagés par le Japon qui constituent le socle de ses actions, que ce soit en diplomatie ou dans d'autres domaines.

Au vu des capacités et des réussites de notre pays, je considère qu'il est extrêmement regrettable que le Conseil de Sécurité soit resté figé dans une structure qui reflète encore la situation du monde tel qu'il existait 70 ans auparavant.

Le Conseil de Sécurité doit être réformé sans plus attendre, et le souhait du Japon d'en devenir un membre permanent reste inchangé.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Pour commencer, le Japon doit de nouveau renforcer ses capacités et son économie. La croissance économique japonaise bénéficierait au monde entier, alors que son déclin serait dommageable à l'ensemble des populations.

Comment le Japon compte-t-il renouer avec la croissance ? Le développement de l'activité des femmes, cela constitue une évidence, serait à la fois un facteur de croissance et une conséquence de cette dernière.

Il existe une théorie appelée « Womenomics » qui souligne le lien existant entre la promotion de la place des femmes dans la société et l'augmentation du taux de croissance.

La création d'un environnement favorable au travail des femmes qui encourage leur activité professionnelle et leur participation active dans la société n'est plus aujourd'hui une affaire de choix pour le Japon mais une question extrêmement urgente à traiter.

En déclarant mon intention de créer « une société dans laquelle les femmes brillent », j'ai souhaité modifier les structures de la société japonaise. Je souhaiterais désormais que cette question ne se limite pas seulement au niveau national, mais qu'elle soit également un fil directeur de la diplomatie japonaise pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, je souhaiterais présenter les quatre contributions à travers lesquelles le Japon aspire à demeurer un membre influent de la communauté internationale.

Premièrement, le Japon respecte les activités de l'ONU Femmes et vise l'exemplarité en devenant un de ses principaux contributeurs. Il mettra également en place une coopération étroite avec les organisations internationales concernées.

Deuxièmement, le Japon souhaiterait développer à l'instar d'autres pays un plan d'action national concernant les femmes, la paix et la sécurité en coopération avec le personnel travaillant sur le terrain.

Troisièmement, le Japon coopèrera étroitement non seulement avec l'ONU Femmes, mais également avec la Cour Internationale de Justice et le bureau de Madame Zainab Hawa BANGURA, Représentante spéciale auprès du Secrétaire général de l'ONU sur la violence sexuelle dans les conflits armés.

Il est scandaleux que la violence sexuelle contre les femmes dans les conflits armés existe encore aujourd'hui, au 21^{ème} siècle. Le Japon fera tout son possible pour prévenir ces crimes

contre les femmes et soutenir à la fois matériellement et psychologiquement les personnes qui seront malheureusement victimes de ces actes.

Quatrièmement, lors de la prochaine session de la Commission de la Condition de la Femme des Nations Unies, le Japon va une nouvelle fois déposer un projet de résolution visant à accorder une attention spécifique aux femmes qui seraient plus vulnérables en cas de catastrophe naturelle. Le Japon, frappé par une catastrophe naturelle majeure il y a deux ans, souhaiterait obtenir un soutien favorable à ce projet de résolution qui revêt pour lui une tonalité affective particulière.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

J'aimerais maintenant à travers l'exemple de trois personnages, donner un éclairage sur la façon dont notre pays envisage la construction d'une « une société dans laquelle les femmes brillent », et vous donner une idée des questions que nous aurons à traiter.

J'évoquerai tout d'abord l'exemple d'une femme japonaise, puis d'une Bangladaise. Mon troisième exemple sera celui d'une femme afghane.

Madame Tokiko SATO a été une experte de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA). Pendant plus de quinze ans, elle a été en charge de l'amélioration de la santé maternelle et infantile dans une région rurale de la Jordanie.

Loin de se laisser intimider par les regards méfiants que lui jetaient les villageois au départ, elle parlait avec tous, partout. Toute à ses idées créatives, empruntant parfois même au spectacle et au divertissement pour persuader, elle parvint finalement à se faire accepter de la communauté.

« C'est le mari qui décide du nombre d'enfants, pas la femme ». Par sa ténacité, Madame SATO a réussi à changer progressivement cette conception traditionnelle en une plus soucieuse de la santé des femmes.

Comme vous le savez, le Japon était en première ligne lors de la création du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme visant la mise en place de mesures internationales. Et nous comptons bien apporter une contribution à la mesure de cet engagement lors de la quatrième conférence à venir, qui s'efforcera d'augmenter les ressources du Fonds.

Toutefois, il serait certainement plus approprié d'aller au-delà de cette approche « maladie par maladie », et d'adopter une vision plus large pour notre programme de développement pour l'après- 2015.

Le Japon pense ainsi qu'une approche prenant l'individu dans son ensemble est mieux à même de répondre aux besoins des personnes en termes de santé. C'est pourquoi nous avons décidé de promouvoir la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) à l'occasion de la TICAD V.

Nous avons ainsi prévu un fonds de 500 millions de dollars US pour l'amélioration des soins médicaux en Afrique, et avons entrepris de former 120 000 personnels soignants.

Des soins médicaux pour tous. Il ne fait aucun doute que ce qui donne toute sa force à ces trois lettres CSU, ce sont les personnes qui, comme Madame SATO, se donnent sans réserve sur le terrain.

La deuxième femme que je souhaite évoquer est Madame Yeasmin NILUFA, jeune Bangladaise, mère de deux enfants. Sa carte professionnelle porte le titre de « Poly-Glu Lady ».

« Poly-Glu » est le nom d'un produit, né au Japon, que l'on utilise pour purifier l'eau. Il est obtenu à partir de haricots de soja fermentés, un aliment courant au Japon. Il suffit d'en mettre dans de l'eau sale : il précipite toutes les particules indésirables pour ne laisser que de l'eau claire.

Toutefois, il est nécessaire de montrer aux populations comment l'utiliser correctement. C'est précisément ce que font Madame NILUFA et les autres « Poly-Glu Ladies », qui sont à la fois vendeuses et instructrices.

Comme vous l'aurez compris, ce projet, en tant que modèle commercial ciblant la base de la pyramide sociale, a la particularité de s'appuyer spécifiquement sur l'influence des femmes. En ajoutant ses revenus à ceux de son mari, Madame NILUFA a ainsi pu offrir à ses enfants une meilleure éducation.

Il paraît qu'elle, que la pauvreté avait privé de son rêve de petite fille, « devenir médecin », se dit aujourd'hui fière d'être une « doctoresse de l'eau ». Serait-ce trop de dire qu'elle a acquis le bien le plus précieux de tous, l'estime de soi ?

Notre gouvernement veut créer le plus possible de Madame NILUFA. L'entreprise qui fabrique Poly-Glu est une toute petite structure. Ainsi, nous conforterons les mécanismes qui permettent aux entreprises et aux groupes porteurs d'idées de les réaliser.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais enfin vous présenter une toute dernière personne. Malheureusement, cette femme afghane n'est aujourd'hui plus de notre monde. Il s'agit de Madame Islam BIBI, assassinée le 4 juillet de cette année, à l'âge de 37 ans. Elle laisse derrière elle trois enfants.

Une femme policière, fière de son travail – voilà ce qu'était Madame BIBI. Neuf ans de services, et de lourdes responsabilités. Madame BIBI gardait les bureaux de vote lors des élections. Elle s'investissait sans compter dans la formation de jeunes policières amenées à lui succéder.

Son histoire nous dit combien le chemin à parcourir est encore long. Mais nous ne devons pas baisser les bras.

A travers le LOFTA (Fonds Fiduciaire pour la Loi et l'Ordre en Afghanistan), le Japon est l'un des pays ayant toujours gardé à cœur l'amélioration des forces de police afghanes et la formation de femmes policières. Leur nombre atteint enfin 1800, mais c'est encore très insuffisant. Afin que ne se reproduise plus un drame similaire à celui de Madame BIBI, nous devons poursuivre notre travail de soutien. Je tiens à réaffirmer ici ma détermination.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

Ce que je voulais souligner par l'exemple concret de Madame NILUFA, du Bangladesh, c'est la nécessité d'encourager la promotion sociale des femmes, ainsi que le développement de leurs compétences.

Le gouvernement du Japon en fera le premier fil directeur de sa politique, et il poursuivra ses efforts pleins de créativité dans ce domaine, comme par exemple le lancement de nouveaux projets en Afrique.

Madame Tokiko SATO, japonaise en mission en Jordanie, a quant à elle voulu attirer l'attention sur le caractère primordial de la santé maternelle et infantile. Le retard accumulé par rapport aux OMD dans ce domaine est particulièrement flagrant.

Mon administration s'est fixé pour second fil conducteur de sa politique d'appuyer encore d'avantage les initiatives relatives aux soins médicaux destinés aux femmes.

Enfin, ce que j'ai voulu faire valoir par l'exemple tragique de Madame BIBI, c'est l'importance d'associer les femmes au maintien de la paix et de garantir leur sécurité.

Nous aurons à veiller à la bonne participation des femmes à tous les niveaux, qu'il s'agisse de la prévention ou de la résolution des conflits, jusqu'à la construction de la paix. Nous aurons d'autre part à prendre les mesures qui s'imposent pour les défendre contre les menaces qui pèsent sur elles en temps de guerre, non seulement physiques mais aussi celles qui pèsent sur leurs droits.

En conséquence, j'ai le plaisir de vous annoncer que mon gouvernement consacrera à ces trois axes politiques plus de 3 milliards d'Aide Publique au Développement sur les trois prochaines années.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, si nous suivons les enseignements de la théorie « womenomics » évoquée précédemment, notre vision du développement, qui repose sur une plus grande autonomie des femmes, sera sans aucun doute une source considérable de paix et de bien-être pour le monde.

C'est mon souhait le plus cher que de bâtir une « société dans laquelle les femmes brillent », au Japon comme dans les pays pauvres ou les régions en guerre. Je ne veux pas pécher par optimisme, mais je sais que dans mon pays, au Japon, nombreux sont ceux et celles qui ne comptent pas leurs efforts pour atteindre ce but.

Ce sont des gens qui travaillent sans relâche afin d'être prêts à travailler avec vous tous.

Merci de votre attention.